



**Au Sahel, en
Afrique de
l'Ouest et au
Cameroun**

**Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et
nutritionnelle aiguë courante en mars-mai 2023 et
projetée en juin-août 2023**

Créé en mars 2023

Principaux résultats pour les zones touchées par l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle.



Consommation alimentaire :

La Consommation alimentaire est acceptable actuellement pour 45% des zones. Certaines zones dans les régions de l'Atacora (Benin) ; du Nord, du Centre Nord, de l'Est et du Sahel (Burkina), du Nord Ghana, de Gao (Mali), de Tillabéry et de Diffa (Niger), du Nord et de l'ouest de la Sierra Leone, de l'Est du Tchad, Nord et Sud-Ouest du Cameroun et les Etats du Nord-Est du Nigeria ont un niveau de consommation très dégradée de phase 3 à 4. Des niveaux de CA de la phase 5 ont été projetés dans certaines zones de la région du Sahel au Burkina Faso.



Evolution des moyens d'existence :

Les moyens d'existence dans la majorité des zones analysées sont sous pression (Phase2). Les zones où les ménages sont actuellement engagés dans des stratégies d'urgence et dont la situation risquerait de se dégrader d'ici la soudure sont situées dans les régions du Sahel et de l'Est (Burkina-Faso), de Diffa et Tillabéry (Niger), de Gao (Mali) du Littoral, Nord-Ouest et Sud-Ouest (Cameroun), de Barh El

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2022/2023 confirment une campagne globalement satisfaisante dans la plupart des pays, avec des productions céréalières égales à supérieures à celles de l'an dernier et à la moyenne des 5 dernières années. Toutefois dans la zone du Liptako Gourma et au Nigeria, des baisses de production sont constatées par endroits du fait de la réduction des superficies emblavées résultant des conflits et de l'insécurité civile, des impacts des inondations, etc. Des baisses importantes de production ont également été enregistrées sur le coton au Burkina Faso et au Mali du fait des infestations sévères de cicadelles. En revanche, les productions des autres cultures de rente et des racines et tubercules ont connu des hausses par rapport à l'an dernier et à la moyenne des cinq dernières années.

Par ailleurs, l'insécurité civile s'est intensifiée dans la région, plus particulièrement au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Nigeria, à l'extrême nord et à l'ouest du Cameroun et au Tchad. En effet, selon ACLED, comparativement à l'année dernière à la même période (de novembre à mars) le nombre d'événements violents a augmenté de 9% et les pertes en vies humaines de 2%. Cela est essentiellement lié à l'intensification des combats et des attaques armées. Au demeurant, la dernière situation des PDI et des réfugiés dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest fait état de 7,5 millions de personnes principalement enregistrées au Nigeria (43%), au Burkina Faso (26%) et au Tchad (13%).

Les conséquences de la pandémie de la COVID-19 et de la crise russo-ukrainienne, les difficultés économiques de certains pays, notamment le Ghana, le Nigeria, la Sierra Leone, et la mauvaise campagne agricole 2021/2022 dans les pays du Sahel exacerbent l'inflation et la vie chère dans la région. L'inflation annuelle régionale en février 2023 est d'environ 18%. La région se caractérise également par la hausse des prix du carburant de plus de 100% au Ghana, au Nigeria et en Sierra Leone et d'environ 30-35% dans les autres pays comparativement à l'année dernière.

La disponibilité alimentaire est globalement satisfaisante dans la région grâce à la bonne production agricole, la hausse des importations des denrées alimentaires du marché international et du fonctionnement satisfaisant des marchés. Toutefois dans plusieurs localités du Liptako Gourma et du nord et centre nord du Nigeria, le fonctionnement des marchés est perturbé et les approvisionnements très difficiles. Cela engendre des pénuries importantes de denrées alimentaires dans ces localités qui sont en majorité des zones déficitaires.

Gazel (Tchad), des Etats de Kekki, de Borno et d'Adamawa (Nigeria). Seulement 40% des zones analysées sont en phase minimale pour le résultat EME.



Nutrition :

La situation nutritionnelle est

particulièrement préoccupante. Seulement, 17% des zones qui ont analysé la situation nutritionnelle sont classées en phase Minimale. La malnutrition est actuellement en urgence dans les régions du Sahel (Burkina), de Gao (Mali), d'Assaba et Guidimaka (Mauritanie), du Borkou, des Ennedi, du Ouaddaï, de Salamat et du Wadi-Fira (Tchad). Dans 35% des zones où la malnutrition a été analysée, elle est classée en phase 3 Crise

Mortalité :

Seulement 3 pays - le Bénin, la Guinée et le Tchad - disposent de données sur ce résultat qui reste dans l'ensemble en phase Minimale 1. Toutefois, des taux de mortalité assez élevés sont observés dans les régions de Boké et Kankou (Guinée), de Coufo (Bénin), Batha, Ennedi, Guera, Logone Oriental, Ouaddai, Salamat, Sila et Wadi-Fira (Tchad).

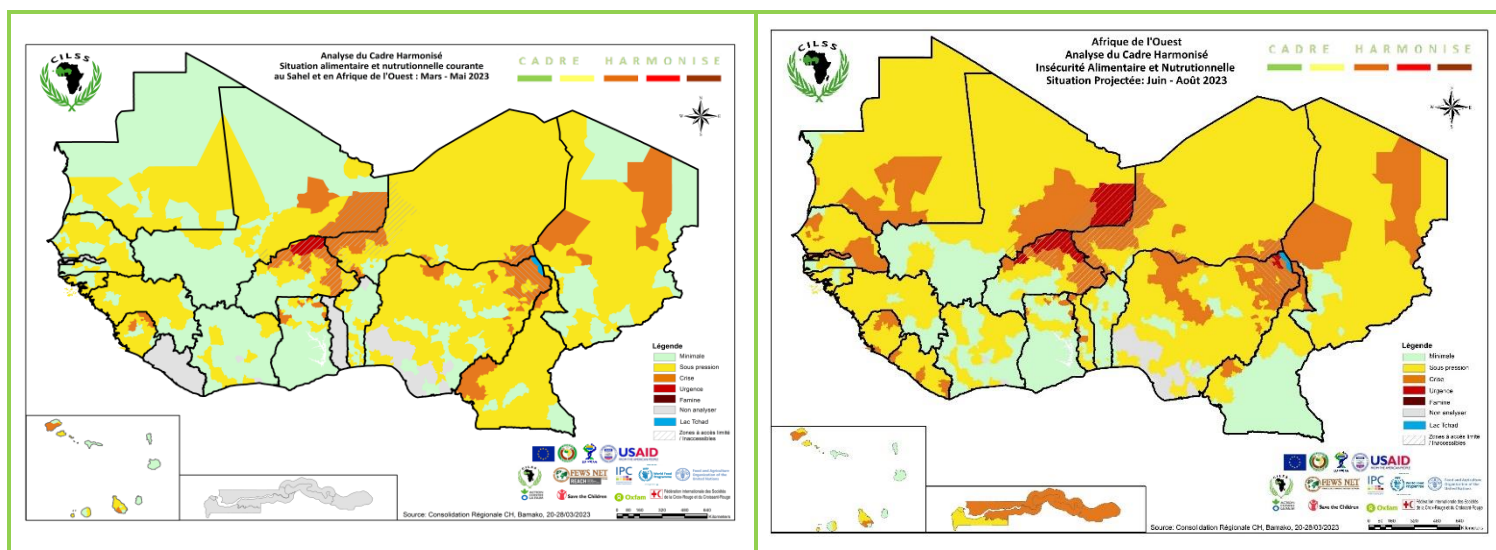
Sur le plan pastoral, la production fourragère a été satisfaisante, mais l'accès aux pâturages dans les zones confrontées à l'insécurité civile reste pratiquement impossible. D'importants déplacements de troupeaux sont aussi enregistrés en destination des zones soudanaises et des pays côtiers. Des départs forcés sont toujours observés dans la zone des trois frontières, particulièrement depuis la région du Sahel au Burkina Faso vers le sud-ouest du Niger, du fait de la situation sécuritaire dégradée dans ces zones avec des attaques de personnes et des vols de bétail. Quelques cas de maladies animales sont rapportés, mais aucun foyer d'épidémie important n'est signalé.

L'accessibilité aux denrées de base est affectée négativement en général par la hausse des prix des céréales et des autres denrées de base dans tous les pays. En effet, l'inflation annuelle pour les denrées alimentaires dans la région est d'environ 22% soit 4 points au-dessus d'inflation générale. Quant aux prix des principales céréales, ils sont en hausse de 25-40% comparativement à la moyenne des 5 dernières années et de 2 à 10% par rapport l'année dernière. Toutefois, comparativement à l'année dernière des baisses significatives des prix des céréales ont été observés au Bénin et au Niger. Les prix du bétail sont restés globalement stables avec une tendance à la hausse dans les pays du bassin Ouest (Sénégal, Gambie et Guinée). En revanche, les termes de l'échange sont globalement en défaveur des éleveurs dans la plupart des pays du Sahel au regard de la hausse plus importante des prix des céréales. Cette situation accentue la vulnérabilité des éleveurs les plus pauvres surtout avec la hausse des prix des sous-produits agricoles et industriels (SPAI) de l'ordre 15 à 25% comparativement à l'année dernière.

La situation nutritionnelle est très préoccupante dans la région surtout dans les zones des trois frontières à cause de l'effet conjugué de la dégradation de la situation sécuritaire qui a entraîné la fermeture des centres de santé et de prise en charge nutritionnelle, la perturbation des programmes nutritionnels en cours, l'augmentation du nombre des populations déplacées dans la région et surtout à la situation alimentaire précaire. Les résultats des enquêtes montrent aussi des situations de malnutrition aiguë globale dépassant le seuil d'alerte (MAG >10%) dans plusieurs localités au Tchad, au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Nigeria, au Niger et au Sénégal.



Cartes courante et projetée



Principaux résultats de l'analyse

Combien de zones sont identifiées en insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë et où sont-elles localisées ?

Pour la situation courante (Mars-Mai 2023), au total 1 203 zones (dont huit spécialement consacrées à des PDI au Burkina Faso et au Nigéria) ont été analysées au Cameroun et dans 14 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Il faut noter que, par manque de données, l'analyse CH n'a pas été conduite en Gambie, au Libéria et au Togo. Les résultats révèlent que 105 des 1 203 unités analysées sont classées en Crise (Phase 3) et 4 unités d'analyse en Urgence (Phase 4) dans la région du Sahel au Burkina Faso (les populations résidentes et les PDI des provinces de Soum et de Oudalan). En outre, 679 zones sont Sous Pression (Phase 2) et 415 en situation Minimale (Phase 1). Il convient de souligner qu'aucune unité d'analyse n'est classée en situation de Famine (Phase 5).

La situation alimentaire et nutritionnelle pourrait se dégrader dans la région pendant la période projetée (Juin-Août 2023) qui correspond à la période de soudure dans la majorité des pays de la région, si les réponses ne sont pas appropriées. Ainsi 231 unités d'analyse seraient en Crise (Phase 3) et 13 en Urgence (Phase 4) dont 2 au Nigéria (Abadam, Guzamala), 1 au Mali (Ménaka) et 10 au Burkina Faso (Loroum, Oudalan, Séno, Soum, Sourou, Yagha ainsi que les PDI de Komondjari, les PDI de Oudalan, les PDI de Séno, les PDI de Soum). En outre, 751 unités d'analyse seront Sous Pression (Phase 2) et 270 en situation Minimale (Phase 1). Cependant, aucune unité d'analyse ne sera en situation de Famine (Phase 5).

Tableau 1 : Répartition des zones analysées par pays et par phase de sévérité

Pays	# zones analysées	Nombre de zones situation courante : mars-mai 2023					# zones analysées	Nombre de zones en situation projetée : juin-août 2023				
		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
Bénin	70	37	33	0	0	0	72	56	16	0	0	0
Burkina Faso*	51	18	18	11	4	0	51	14	16	11	10	0
Cabo Verde	22	9	11	2	0	0	22	7	12	3	0	0
Cote d'Ivoire	31	24	7	0	0	0	31	17	14	0	0	0
Gambie							8	0	3	5	0	0
Ghana	66	37	20	9	0	0	66	34	23	9	0	0
Guinée	33	9	24	0	0	0	33	8	25	0	0	0
Guinée Bissau	8	2	6	0	0	0	8	1	7	0	0	0
Libéria							15	0	11	4	0	0
Mali	56	41	12	3	0	0	56	30	18	7	1	0
Mauritanie	48	25	23	0	0	0	48	3	28	17	0	0
Niger	78	10	54	14	0	0	78	4	51	23	0	0
Nigeria	552	148	362	42	0	0	552	39	404	107	2	0
Sénégal	45	24	21	0	0	0	45	8	28	9	0	0
Sierra Leone	16	2	12	2	0	0	16	0	11	5	0	0
Tchad	69	25	39	5	0	0	69	9	43	17	0	0
Togo							37	10	22	5	0	0
Total SAO	1145	411	642	88	4	0	1158	240	732	222	13	0
Cameroun	58	4	37	17	0	0	58	30	19	9	0	0
Total SAO+CMR	1203	415	679	105	4	0	1265	270	751	231	13	0

*6 provinces du Burkina ont fait l'objet d'une analyse séparée des PDIs (Sanmatenga, Gourma, Komondjari, Oudalan, Séno et Soum)



Estimation des populations par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Situation courante : mars-mai 2023

En situation courante (mars-mai 2023), sur une population totale analysée de près de 417 millions de personnes, près de 32,5 millions de personnes sont classées en phase Crise à pire dans l'ensemble des 15 pays dont près de 17,7 millions au Nigéria, près de 3 millions au Cameroun, plus de 2,4 millions au Niger et près de 2,2 millions au Burkina Faso. L'analyse révèle également que plus de 1,3 millions de personnes sont en urgence (Phase 4) dont près de 470 000 au Nigéria, près de 336 000 au Cameroun, plus de 291 000 au Burkina Faso. En particulier, **22 480 personnes dans la région du Sahel du Burkina Faso sont en Catastrophe (Phase 5)**. Voir tableau ci-dessous pour plus de détails sur l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë.

Tableau 2 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation courante (Mars-Mai 2023)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	12 852 279	10 434 833	1 870 025	532 943	14 479	-	547 422
Burkina Faso	22 298 823	15 825 479	4 277 587	1 882 044	291 233	22 480	2 195 758
Cabo Verde	483 628	356 912	83 061	40 838	2 816	-	43 655
Côte d'Ivoire	21 811 388	18 025 849	2 915 210	870 329	-	-	870 329
Gambie							
Ghana	32 705 491	27 146 839	4 101 765	1 388 229	68 658	-	1 456 887
Guinée	11 469 685	8 774 173	2 198 730	496 782	-	-	496 782
Guinée Bissau	1 272 872	936 337	240 714	95 820	-	-	95 820
Libéria							
Mali	22 293 390	18 616 632	2 915 871	721 833	39 054	-	760 887
Mauritanie	3 543 688	2 622 893	648 826	270 830	1 139	-	271 969
Niger	25 879 767	17 027 353	6 398 060	2 366 036	88 318	-	2 454 354
Nigeria	193 612 892	126 096 787	49 844 407	17 201 829	469 869	-	17 671 698
Sénégal	17 875 937	14 117 529	3 078 418	672 203	7 786	-	679 989
Sierra Leone	7 541 421	4 425 109	2 227 086	889 225	-	-	889 225
Tchad	16 232 445	12 533 894	2 658 576	1 015 373	24 602	-	1 039 975
Togo							
Total SAO	389 873 707	276 940 620	83 458 337	28 444 315	1 007 955	22 480	29 474 750
Cameroun	27 122 929	18 017 109	6 093 718	2 676 204	335 899	-	3 012 103
Total SAO+CMR	416 996 637	294 957 729	89 552 055	31 120 519	1 343 854	22 480	32 486 853

SITUATION PROJETEE : Juin - Août 2023

En situation projetée (juin- août 2023), l'analyse révèle que plus de 44,8 millions de personnes seraient affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase Crise à pire, dont plus de 24,8 millions au Nigéria, plus de 3,3 millions au Burkina Faso et au Niger, et environ 2,4 millions au Cameroun, près de 1,9 millions au Tchad, plus de 1,3 millions au Ghana, plus de 1,2 millions au Mali et au Sénégal, près de 1,2 millions en Sierra Leone et plus de 1 million en Côte d'Ivoire. De cette population (44,8 millions), environ 2,6 millions seraient en Urgence (Phase 4) tandis que plus de **45,000 personnes vivant au Burkina Faso et au Mali feront face à une situation de Catastrophe (Phase 5)**. Voir tableau 3 ci-dessous pour plus de détails sur l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë pour la situation allant de juin à août 2023.

Tableau 3 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation projetée (Juin-Août 2023)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	13 028 208	11 038 284	1 577 784	401 774	10 365	-	412 140
Burkina Faso	22 298 823	13 815 226	5 132 549	2 703 712	604 641	42 694	3 351 048
Cabo Verde	483 628	365 493	85 848	30 999	1 288	-	32 287
Cote d'Ivoire	21 811 388	17 337 572	3 456 017	1 017 799	-	-	1 017 799
Gambie	2 444 250	1 352 046	772 577	300 101	19 527	-	319 628
Ghana	32 705 491	27 568 921	3 770 721	1 293 897	71 952	-	1 366 308
Guinée	11 469 685	8 173 274	2 586 897	697 390	12 124	-	709 514
Guinée Bissau	1 272 872	940 711	253 259	78 902	-	-	78 902
Libéria	4 799 779	2 883 503	1 385 008	509 913	21 354	-	531 268
Mali	22 293 390	16 940 745	4 090 567	1 183 337	76 234	2 507	1 262 078
Mauritanie	3 543 688	2 248 139	823 274	444 298	27 977	-	472 275
Niger	25 879 767	15 259 381	7 341 355	3 128 862	150 169	-	3 279 031
Nigeria	193 612 892	104 769 052	63 982 684	23 722 062	1 139 095	-	24 861 156
Sierra Leone	7 541 421	3 454 261	2 906 336	1 146 440	34 384	-	1 180 824
Sénégal	17 875 937	12 251 238	4 361 411	1 206 111	57 177	-	1 263 288
Tchad	16 232 445	10 769 803	3 598 343	1 757 306	106 993	-	1 864 299
Togo	6 056 287	4 224 239	1 344 729	447 653	39 666	-	487 319
Total SAO	402 753 476	253 391 432	107 469 359	40 071 182	2 372 779	45 201	42 489 162
Cameroun	27 122 929	19 554 013	5 211 611	2 088 718	268 587	-	2 357 305
Total SAO+CMR	429 876 405	272 945 445	112 680 970	42 159 900	2 641 365	45 201	44 846 466



Facteurs déterminants et limitants

DANGERS ET VULNERABILITE

Plusieurs facteurs contextuels affectent la sécurité alimentaire des ménages au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Les principaux facteurs sont l'insécurité et les conflits qui entraînent les déplacements forcés de populations, les chocs climatiques et économiques régionaux et mondiaux, et les impacts de la crise russo-ukrainienne. Ces facteurs ont un impact négatif faible à moyen sur la consommation alimentaire et l'évolution des moyens d'existence aussi bien en période courante que projetée. Dans certaines zones du Burkina Faso, du Mali et du Niger, on observe des impacts négatifs forts.

L'insécurité persiste dans la zone des trois frontières dans le Sahel central, le bassin du lac Tchad et les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. Dans le nord-ouest du Nigeria, la présence de bandits armés crée un climat d'insécurité qui affecte les moyens d'existence et l'accès à la nourriture. En outre, l'insécurité s'étend à de nouvelles zones, dont le sud du Burkina Faso et les zones septentrionales des pays du Golfe de Guinée. Selon ACLED, environs 1567 événements violents ont été enregistrés dans la région au cours du premier trimestre de 2023. Ces événements violents (combats, violence contre les civils, émeutes et explosions) ont causé la mort de plus de 3900 personnes. Cette situation d'insécurité est plus accrue dans des zones du Sahel (Burkina-Faso, Mali, Niger) où ces événements violents se chiffrent à 716 et ont occasionné 2112 décès, soit plus de 50% du total enregistré dans la région sur la même période (premier trimestre de 2023).

L'insécurité et les déplacements forcés de populations affectent les moyens de subsistance, perturbent les flux commerciaux et la mobilité des personnes - y compris la transhumance pastorale avec un accès limité aux pâturages - ainsi que l'accès aux services de base en raison de la fermeture et du dysfonctionnement des structures de santé, des écoles et des marchés. L'insécurité entraîne également une diminution de l'accès humanitaire dans les zones touchées par les conflits : réduction de la taille des zones couvertes par les humanitaires et accès limité à l'aide par les populations qui en ont besoin.

Au-delà de l'insécurité, les chocs climatiques et économiques affectent la sécurité alimentaire des ménages, notamment par une baisse de la production, notamment dans les zones d'insécurité précisément au Niger. Les déficits de production fourragère par endroits, dans la bande sahélienne

septentrionale, entraînent des mouvements précoces des troupeaux et une période de soudure pastorale prolongée, tandis que la période de soudure agricole pourrait être précoce dans les zones où une baisse de la production agricole a été notée.

La situation macroéconomique demeure préoccupante dans toute la région, avec le maintien des hausses généralisées des prix des produits de base et des taux d'inflation élevés qui avaient déjà été notés en fin 2022. C'est notamment le cas de la Sierra Leone (38 % en janvier), du Ghana (52 % en février) et du Nigeria (21 % en février) pour ce qui est des taux d'inflation. Le contexte régional et international continue d'affecter la situation économique, notamment l'impact de la crise russo-ukrainienne, qui pourrait conduire à une augmentation ultérieure des prix sur les marchés internationaux, en particulier la disponibilité et les prix des produits agroalimentaires, des engrais, du carburant et de l'aide humanitaire.

DISPONIBILITE

La production céréalière est dans l'ensemble des pays globalement satisfaisante comparée à celle de l'année passée et à la moyenne des cinq dernières années. Le Liptako Gourma et certaines zones du Nigeria, ont toutefois enregistré des baisses de production dues à un accès limité aux champs du fait des conflits, de l'insécurité civile, de l'impact des inondations, etc. La production des cultures de rente affiche également des hausses dans la région à l'exception du coton au Burkina et au Mali du fait des infestations sévères de cicadelles

Au niveau pastoral, la situation apparaît globalement satisfaisante avec un bilan fourrager en hausse par rapport à la moyenne des 5 derniers années, impactant positivement la disponibilité fourragère. La période courante est caractérisée par le tarissement normal des eaux de surfaces et le début de la soudure pastorale.

Toutefois, l'accès aux pâturages reste problématique dans les zones affectées par les conflits et l'insécurité. Il en résulte des départs forcés d'animaux et à des restrictions de mobilité qui entraînent des concentrations plus importantes d'animaux dans les zones supposées plus sécurisées, ce qui limite l'impact positif de la bonne disponibilité fourragère sur l'embonpoint d'animaux.

Globalement, la disponibilité a un impact positif moyen au cours de la période courante (mars à mai) sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence des populations. Cette situation demeure relativement détériorée dans la zone des trois frontières à cause de la récurrence des conflits, au Niger et dans certaines zones du Tchad, de la Mauritanie et du Sénégal.

Sur la période de projection (juin à août 2023), la disponibilité est susceptible de se détériorer de Leger à Moyen, impactant la consommation alimentaire et les moyens d'existence dans les pays côtiers tels que la Côte d'Ivoire, le Nord du Bénin et le Ghana. Dans les pays du Sahel, la disponibilité constitue un facteur limitant Moyen dans certaines zones du Niger, de la Mauritanie, Sénégal et Tchad à Fort au Nord du Burkina Faso.

ACCES

L'accès aux marchés agricoles est négativement impacté par la contrainte liée à la hausse des prix des denrées de base, la baisse de pouvoir d'achat, et le dysfonctionnement des marchés dans les zones touchées par l'insécurité. Bien que les marchés soient généralement bien approvisionnés, renforcés par une bonne production pluviale et les récoltes de contre-saison en cours, leur fonctionnement reste gravement perturbé par l'insécurité civile persistante liée aux conflits intercommunautaires et au banditisme dans le bassin du lac Tchad, dans la région du Liptako-Gourma et dans le centre-nord et le nord-ouest du Nigeria. De plus, l'inflation annuelle des denrées alimentaires de 22% au niveau régionale couplée avec les hausses de prix du carburant et la dépréciation des monnaies locales (Leone, Cedi, Naira), conduisent à une hausse de prix des principales céréales de 25-40% comparé à la moyenne quinquennale. Les prix du bétail restent généralement stables ; pourtant, le commerce du bétail reste perturbé à cause de l'insécurité civile et la dépréciation de certaines monnaies. Les termes de l'échange entre le bétail et les céréales restent en défaveur des éleveurs dans les pays du Sahel, compte tenu des niveaux élevés des prix des céréales. La nouvelle politique monétaire au Nigeria impacte fortement sur l'économie locale avec la faible disponibilité des nouveaux billets de Naira.

Cette situation affecte les échanges transfrontaliers surtout avec les pays frontaliers comme le Niger et le Bénin où il y a une forte intégration avec les marchés nigériens. Cette situation perturbe l'approvisionnement des marchés et par conséquent l'accès des ménages aux denrées alimentaires. La dimension accès a un impact négatif léger à moyen sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence dans la période actuelle y comprise dans la période projetée dans la majeure partie de la bande sahélienne. Pour la période projetée, une détérioration de l'accès est attendue, avec un impact négatif léger à moyen sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence dans la plupart des pays du Sahel, en raison de la forte dépendance des marchés pendant la période de soudure dans les zones unimodales. Toutefois, l'accès reste globalement positif dans les pays côtiers, notamment Guinée, Ghana, et Bénin, qui profitent d'une production bimodale.

UTILISATION

La situation nutritionnelle demeure préoccupante cette année avec des prévalences anormalement élevées pour la période de post - récolte comparée à la normale notamment en Mauritanie (zone), au Tchad (zone), au Niger (zone), et au Mali (zone). Selon les récentes analyses IPC AMN, la situation reste Sérieuse (Phase 3 de l'IPC AMN) à Critique (Phase 4 de l'IPC AMN) dans certaines zones du Niger, au Mali, au Tchad et au Nigeria.

Les évaluations ont révélé des prévalences de malnutrition aiguë globale dépassant le seuil d'urgence (15%) dans plusieurs zones au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Tchad, au Nigeria, au Niger et au Sénégal. Dans les pays du Golf de Guinée (Sierra Leone et Bénin) et au Cabo Verde, la situation nutritionnelle semble se détériorer dans certaines zones avec des prévalences de la malnutrition aiguë qui ont doublé par rapport aux dernières enquêtes même si les taux restent en deca du seuil de 10%.

Les effets du changement climatique et les conséquences directes de la guerre en Ukraine sont des facteurs aggravants additionnels qui ont des répercussions sur l'inflation des prix des denrées alimentaires de base, et qui limitent la disponibilité et l'accès à une alimentation saine et nutritive - dont le coût moyen reste élevé. La persistance des conflits, de l'insécurité civile induisant une augmentation des déplacements de populations dans le Nord Est du Nigeria, le bassin du Lac Tchad et au Nord du Cameroun continuent d'entraver l'accès aux services sociaux de base.

En période projetée, une dégradation de la consommation alimentaire est attendue combinée à une augmentation des cas de maladies hydriques qui pourraient aggraver davantage la situation nutritionnelle, déjà Sérieuse (Phase 3 de l'IPC AMN) à Critique (Phase 4 de l'IPC AMN) en particulier dans certaines zones du Sahel, du bassin du Lac Tchad et du Nord- Est Nigeria.

STABILITE

Les niveaux de productions céréalières et fourragères laissent présager une stabilité avec un impact positif léger à moyen sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence dans la plupart des pays côtiers et au Cameroun, sauf dans les zones où l'insécurité prédomine. Au niveau du Sahel, l'impact de la stabilité apparaît globalement négatif léger à moyen sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence, à l'exception du Nord du Burkina Faso où l'impact sur les moyens d'existence des populations est négatif fort.

Avec l'arrivée de la soudure en période projetée, l'impact sur l'accès et l'approvisionnement des marchés sera négatif léger à moyen dans la plupart des pays, à l'exception de certaines zones du nord du Burkina Faso et du sud-est du Mali où l'impact sera négatif fort. L'installation de l'hivernage et la hausse saisonnière des pluies accentueront les impacts négatifs sur l'accès des ménages.



- Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées en février et mars 2023 au Cameroun et dans 14 pays de la région et. Pour ce cycle, la Gambie, le Liberia et le Togo n'ont pas conduit d'analyses Cadre Harmonisé par manque de données sur les indicateurs de résultats. Néanmoins, du fait de l'existence des projections déjà établies lors du cycle d'octobre/novembre 2022, les résultats de la Gambie, du Libéria et du Togo ont été intégrés dans la situation projetée lors de la consolidation régionale. Les analyses nationales ont été menées par les cadres nationaux sous la facilitation des membres du Comité Technique Régional du CH.
- Les données utilisées dans les pays pour analyser les indicateurs de résultats sont essentiellement issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité réalisée durant la période post-récolte. Ces enquêtes ont permis de rendre disponibles les indicateurs : Score de Consommation Alimentaire (SCA), Score de Diversité Alimentaire des Ménages (SDAM), indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages (HHS), Indice des Stratégies d'Adaptation basées sur les Moyens d'Existence (ISAME), des analyses d'économie des ménages - HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence), des enquêtes nutritionnelles (MAG - P/T ou PB), des analyses IPC AMN et des données de mortalité (TMM5, TBM). Les analyses ont été renforcées par la prise en compte des facteurs contributifs (rapports de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale ainsi que de suivi de la situation pastorale, prix des denrées, fonctionnement des marchés, suivi nutritionnel de routine, insécurité, assistance, etc.) provenant des données collectées par les dispositifs d'information nationaux et les partenaires membres des Cellules Nationales d'Analyse CH dans les pays.
- Les protocoles spéciaux pour l'analyse des zones inaccessibles ou d'accès limité ont été appliqués pour certaines zones au Niger (Tillabéry, Diffa, et une partie de Maradi et Tahoua), et au Nigeria (Adamawa, Borno, et Yobe). Aussi, les protocoles spéciaux pour l'analyse de populations spécifiques, en particulier les PDIs, ont été appliqués au Burkina Faso (Est, Sahel et Centre-Nord).
- Les analyses nationales ont été revues et validées par le Comité Technique Régional du CH lors de l'atelier de consolidation, tenu du 20 au 28 mars 2023 à Bamako (Mali). Ceci a permis de contrôler la qualité des analyses faites au niveau des pays, d'assurer la cohérence des résultats consolidés au niveau régional et de procéder à leur validation en lien avec les exigences du manuel 2.0. Ont pris part à ces travaux en présentiel : les représentants techniques du CILSS, d'ACF, de la FAO, de la FICR, de l'IPC/GSU, d'OXFAM, du PAM et de Save the Children.
- Les principales difficultés rencontrées lors des analyses nationales et de la consolidation régionale sont relatives à :
 - Une maîtrise insuffisante de la méthodologie et outils d'analyse du CH (convergence des preuves, formulation des hypothèses de projection, appréciation de l'impact des facteurs contributifs, analyses et estimations des populations) particulièrement dans les pays du Golfe de Guinée ;
 - Des difficultés de compréhension sur les conditions de mobilisation et modalités d'utilisation des protocoles spéciaux sur les zones inaccessibles ou à accès limitées, et sur le genre ;
 - Absence des données de nutrition et de mortalité dans les pays du Golfe de Guinée (Côte d'Ivoire, Bénin, Ghana et Sierra Leone)
 - Non-respect des périodes initialement prévues par le CT-CH pour les analyses nationales dans certains pays
 - Le manque de temps dans les pays pour valider les résultats d'enquêtes avant les sessions d'analyse.



Recommandations

Au terme des analyses, les recommandations suivantes sont formulées :

A l'endroit des Gouvernements des pays de l'espace CILSS/CEDEAO

1. Développer et mettre en œuvre des programmes d'urgence humanitaire dans les délais pour apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (phases 3 à 5) afin de sauver des vies humaines ,protéger les moyens d'existence, et prévenir le risque de la malnutrition chez les enfants des ménages plus pauvres dans les pays concernés particulièrement ceux affectés par la crise sécuritaire et économique (Burkina, Mali, Niger, Nigeria, Sierra Leone, etc.) ;
2. Mettre à jour les plans de réponses et de relèvement en faveur des populations vulnérables (phase 2 et plus) tenant compte de la mise en œuvre du Nexus Humanitaire-Développement-Paix ;
3. Faciliter l'accès aux humanitaires pour les interventions d'urgence dans les zones difficilement accessibles notamment au Burkina Faso, au Mali, Niger et Nigeria.
4. Assurer une meilleure coordination de la réponse en faveur des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (phase 3 à 5) ;
5. Renforcer les actions de résilience en faveur des populations vulnérables identifiées en phase sous pression à travers un appui à temps à la campagne pluviale et au développement des AGR ;
6. Élaborer et mettre en œuvre le plan opérationnel de gestion de la transhumance transfrontalière pour réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs particulièrement dans les pays côtiers qui abritent les zones d'accueil des transhumants ;
7. Améliorer l'accès aux intrants agricoles et les aliments bétail afin d'accompagner les producteurs pour augmenter leurs productions agropastorales
8. Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition dans les zones avec de prévalences atteignant de seuils critique à urgence à travers des plans de réponses actualisés ;
9. Poursuivre et renforcer la veille informationnelle de la SAN dans les zones à risques identifiées.
10. Renforcer la veille informationnelle sur les ennemis de culture (CLA, criquets pèlerins etc.)
11. Appuyer financièrement les collectes des données et la tenue des ateliers d'analyse de cadre harmonisé dans les pays.

A l'endroit des Organisation inter-Gouvernementales (CILSS, UEMOA, CEDEAO)

12. Poursuivre les actions de renforcement des capacités techniques des membres des Cellules Nationales d'Analyse du Cadre Harmonisé pour une meilleure appropriation de l'outil ;
13. Poursuivre et renforcer les capacités des systèmes nationaux d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
14. Appuyer les SAP dans la mise en place et le fonctionnement d'un mécanisme spécifique de collecte de données dans les zones inaccessibles ou à accès limité ;
4. Poursuivre l'amélioration technique de l'outil CH notamment sur le seuillage de certains facteurs contributifs et sur les indicateurs du résultat Evolution des moyens d'existence
5. Renforcer l'intégration de la dimension genre dans le processus de la collecte des données et de l'analyse ;

A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

15. Appuyer les pays dans la mise en œuvre des interventions d'urgence, résilience et des plans nationaux de réponses en faveur des populations vulnérables identifiées ;

16. Soutenir les efforts des pays dans la mise en place des systèmes fonctionnels d'informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existence.
17. Appuyer le Comité technique du Cadre Harmonisé dans le processus continu de développement et de mise en œuvre de l'outil dans la région Sahel et Afrique de l'Ouest et au-delà.

Contacts

Baoua Issoufou

Expert Analyste en Cadre Harmonisé

Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 96 52 08 54

E-mail : Issoufou.baoua@cilss.int

Sy Martial Traoré

Expert Analyste en marché, chef DSAM

Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 97 15 78 82

E-mail : Martial.traore@cilss.int

Partenaires Techniques



Partenaires Financiers

